

Vulnérabilité et exclusion des jeunes (YOVEX) au Niger: principales conclusions

Ousmane Maman

Le projet YOVEX

En 2006, le groupe Conflit, Sécurité et Développement (CSDG) de King's College à Londres a lancé une étude sur la vulnérabilité et l'exclusion des jeunes dans sept pays ouest-africains afin de mieux comprendre les difficultés socioéconomiques et politiques rencontrées par les jeunes en Afrique de l'Ouest. Notre intérêt pour les jeunes de la région vient en partie de leur participation massive aux guerres civiles des pays du fleuve Mano et de leur rôle dans l'instabilité politique (violence électorale et autres conflits intergroupes) touchant l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest.

Partis de la conviction que les jeunes se trouvent au cœur à la fois des défis de la région mais aussi de ses opportunités en matière de développement et de sécurité durables, nous avons été confortés dans notre opinion par l'intérêt pour les jeunes que manifestent les organisations internationales telles que la CEDEAO, la Banque mondiale ou les Nations Unies. La poursuite du risque de violences dans le nord du Niger souligne toute l'importance qu'il y a à s'intéresser aux jeunes dans ce pays.

Ce que nous avons constaté au Niger

- De nombreux jeunes sont de fait nés exclus des institutions du gouvernement et de la société en général, du fait de la rareté des opportunités à leur disposition dans le domaine de l'éducation, de l'emploi, de la mobilité et de la progression sociales.
- Il existe une tendance nette à l'exode rural et à la pauvreté urbaine, aggravée par des taux d'illettrisme élevés. La tendance à l'immigration est moins marquée.
- Les gouvernements ont tendance à politiser les jeunes sur la base de politiques à tonalités progressistes qui ne remplissent que rarement leurs promesses.
- Les jeunes n'ont que rarement recours à la violence pour répondre à la difficulté de leur situation. L'influence socialisante de l'école, de la mosquée/de l'église et de la famille est forte.
- De nombreux jeunes rapportent être inquiets par la perspective de l'extension du conflit dans le nord du pays.

Caractéristiques et besoins des jeunes au Niger

- La participation des jeunes au parlement ou au gouvernement est très rare, malgré des âges d'éligibilité peu élevés. La privation des droits politiques est profondément ressentie par les jeunes.
- Bien que les jeunes qui quittent leur famille et l'école soient souvent confrontés au risque de tomber dans la petite délinquance et dans un comportement anti-social, ceux qui continuent de bénéficier du soutien de leurs familles sont souvent confrontés à la stagnation.
- La plupart des jeunes restent désireux de s'engager dans des programmes d'ONG ou des Nations Unies dans les domaines de la formation professionnelle, du VIH/SIDA, de la protection de l'environnement, du travail social ou des activités de nettoyage.
- La musique et les médias sont de plus en plus utilisés par les jeunes comme autant de moyens de se faire entendre et comme sources de revenus.

Aide apportée par le gouvernement aux jeunes (et limites de ces efforts)

- Les ministères de la jeunesse et des sports, du travail, de la formation professionnelle, de la promotion de l'esprit d'entreprise et de la santé publique sont engagés dans la Politique nationale de la jeunesse. Cette politique met l'accent sur l'éducation, la santé et la satisfaction des autres besoins de base. Toutefois ces ministères ont des difficultés à mener à bien cette tâche.
- De 2004 à 2007, le parlement national ne s'est pas senti en mesure d'allouer des fonds pour la Politique nationale de la jeunesse.
- Les administrations précédentes ont créé des mouvements nationaux de jeunes comme autant d'outils de mobilisation politique mais ces mouvements offrent peu d'avantages réels aux jeunes.

Qu'arrive-t-il aux jeunes vulnérables et exclus ?

- Les jeunes connaissent souvent des crises pluridimensionnelles, caractérisées par la pauvreté, le chômage, la mendicité, la prostitution et l'illettrisme.

- Dans les zones urbaines, de nombreux jeunes quittent le système scolaire de bonne heure et deviennent chômeurs ou entrent dans l'économie informelle.
- Des groupes subculturels de jeunes sont apparus (connus sous le nom de 'Fada') qui sont controversés et souvent perçus comme sources de trouble à l'ordre social.

Comment vivent les jeunes ?

- La foi reste un pilier de la vie nationale pour les jeunes.
- Un nombre important de jeunes ont trouvé une voix, des moyens de subsistance et une possible nouvelle identité en s'impliquant dans la musique et la culture populaire, en particulier à Niamey et à Zinder.
- L'auto-organisation dans des organisations de jeunesse aux niveaux du district, local et national est fréquente. Soixante pour cent des personnes auxquelles nous avons parlé sont impliqués dans de telles organisations.
- Le sport – en particulier la lutte – offre des possibilités de statut social et de récompenses financières.
- La conscience politique se développe. L'histoire des jeunes et leur conscience de la rhétorique politique et de la politique électorale ont contribué à faire prendre conscience à de nombreux jeunes de la masse critique qu'ils représentent et de leur potentiel en tant qu'acteurs politiques en cas d'accès aux fonctions électives.
- Certains jeunes deviennent des travailleurs migrants au Nigéria, au Bénin, au Togo, au Ghana et en Libye, lorsque leur migration de la campagne à la ville au Niger-même ne s'est pas traduite par de meilleures opportunités.

Que faire ?

Le gouvernement national doit :

- réaliser un nouveau diagnostic des besoins et des aspirations des jeunes dans les zones rurales et urbaines qui implique les jeunes eux-mêmes ;
- élaborer des politiques rurales qui traitent spécifiquement du problème de l'illettrisme ;
- élaborer une politique nationale de l'emploi des jeunes ;
- établir un fonds d'initiatives jeunes pour soutenir les activités et la créativité autonomes des jeunes au niveau local ;
- dépolitiser le Conseil national de la jeunesse et le transformer en une fédération d'organisations de

jeunesse à l'échelle nationale afin d'encourager la participation dans la prise de décisions ;

- développer les infrastructures telles que des centres de jeunesse et des terrains de sport, spécifiquement en zones rurales ;
- collaborer avec d'autres acteurs et agences, y compris sur le projet sur l'emploi du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et sur d'autres initiatives régionales ; et
- adopter la Charte de la jeunesse africaine.

La CEDEAO doit :

- défendre une politique de la jeunesse au Niger qui soit à la fois participative, inclusive et collaborative ;
- fournir un espace (et des opportunités) pour le soutien entre pairs, le dialogue et l'intégration entre les jeunes des pays francophones et ceux des pays anglophones ;
- impliquer des jeunes dans la gestion des activités de prévention des conflits et de renforcement de la paix ; et
- faciliter la libre circulation des personnes et des biens dans la région.

Les groupes et les associations de jeunes doivent :

- mettre l'accent sur le renforcement de leur professionnalisme et de leur efficacité ;
- jouer le rôle de bastions de la démocratie, de la transparence et de la bonne gouvernance ;
- impliquer et ne pas marginaliser les jeunes des régions rurales ; et
- travailler en collaboration avec le projet sur l'emploi du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest (UNOWA) et avec d'autres initiatives régionales.

Les ONG et les agences de bailleurs de fonds doivent :

- accroître leur aide financière et technique à la jeunesse, y compris en construisant des centres de jeunesse, en fournissant un financement, de l'équipement, etc.
- doivent davantage cibler leurs efforts et être plus professionnelles, renforcer leurs propres capacités et aider à créer des opportunités d'emploi pour les jeunes ; et
- établir des contacts et travailler en collaboration avec le projet sur l'emploi du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et d'autres initiatives régionales.